

## Enquête parlementaire sur l'avenir du fédéralisme belge

---

Alors qu'au fil des 50 dernières années, l'Etat belge a été profondément transformé d'un Etat central vers un Etat fédéral à travers six réformes majeures, les débats sur l'architecture institutionnelle du pays sont toujours en cours. Bien que ces réformes sont souvent le fruit de négociations entre élites partisans des deux côtés de la frontière linguistique – présentés comme les défenseurs de lignes partisans uniformes – l'opinion du personnel politique des partis est en fait beaucoup plus hétérogène. Dès lors, qu'elle est la vision des parlementaires belges, fédéraux ou régionaux, sur l'organisation institutionnelle de notre Etat, et comment évolue-t-elle ? Estiment-ils qu'il faudrait aller plus loin dans le transfert de compétences envers les entités fédérées, ou considèrent-ils au contraire qu'on est déjà allé trop loin par le passé et qu'il conviendrait de retransférer certaines compétences à l'autorité fédérale ? Dans ces cas, quels sont les arguments qu'ils avancent pour justifier plus ou moins de transferts ?

Pour en savoir plus sur les préférences institutionnelles de nos élus et, de surcroît, pouvoir suivre leurs évolutions à travers le temps, l'*Enquête parlementaire sur l'avenir du fédéralisme belge* a sondé l'ensemble des parlementaires fédéraux, régionaux et communautaires en 2011, 2014 et 2019 ; et vise à poursuivre les sondages en début de chaque nouvelle législature fédérale. Outre un suivi des préférences institutionnelles, le projet vise également à déterminer quels facteurs peuvent expliquer les différences entre les positions des élus – au-delà de l'affiliation partisane. Les résultats montrent en effet que les différences entre parlementaires d'un parti sont plus importantes que les différences moyennes entre partis. Dans cette optique, l'identité politique, les carrières et socialisations institutionnelles, les contacts professionnels et privés avec les autres communautés linguistiques et bien d'autre caractéristiques des parlementaires sont prises en compte.

**Equipe :** Jérémy Dodeigne, Christoph Niessen, Min Reuchamps & Dave Sinardet.

### **Publications :**

- Dodeigne, J., Niessen, C., Reuchamps, M., & Sinardet, D. (2020). The Effect of Institutional Affiliation and Career Patterns on (De)centralization Preferences in Advanced Multi-Level States: Parliamentarians' Support for (De)centralization in Belgium. *Publius: the Journal of Federalism*, 52(2), 262-282.
- Dodeigne, J., Gramme, P., Reuchamps, M., & Sinardet, D. (2016). Beyond Linguistic and Party Homogeneity: Determinants of Belgian MPs' Preferences on Federalism and State Reform. *Party Politics*, 22(4), 427-439.
- Dodeigne, J., Reuchamps, M., & Sinardet, D. (2015). Identités, préférences et attitudes des parlementaires envers le fédéralisme belge après la sixième réforme de l'État. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 33(2278), 5-52.
- Reuchamps, M., Sinardet, D., Dodeigne, J., & Caluwaerts, D. (2015). Reforming Belgium's Federalism: Comparing the Views of MPs and Voters. *Government and Opposition*, 29, 1-23.
- Sinardet, D., Dodeigne, J., & Reuchamps, M. (2013). Beyond the Myth of Unanimity: Opinions of Belgian MPs on Federalism and the Sixth Reform of the Belgian State. In W. Vermeersch (Ed.), *Belgian Society and Politics 2013: As Ever, in Between Elections* (pp. 71-83). Gent: Gerrit Kreveld Foundation.

- Sinardet, D., Dodeigne, J., & Reuchamps, M. (2013). L'avenir du fédéralisme en Belgique. Visions des parlementaires fédéraux et régionaux avant l'accord sur la sixième réforme de l'État. *La Revue nouvelle*, 6, 40-55.
- Sinardet, D., Dodeigne, J., & Reuchamps, M. (2013). Parlementsleden over het Belgische federalisme. *Samenleving en Politiek*, 20(6), 4-20.
- Sinardet, D., Dodeigne, J., & Reuchamps, M. (2012). La circonscription électorale fédérale. In F. Bouhon & M. Reuchamps (Eds.), *Les systèmes électoraux de la Belgique* (pp. 347-366). Bruxelles: Larcier.